

**CONVENTION INTERNATIONALE DE COOPÉRATION INTER-ÉTABLISSEMENTS
ENTRE L'UNIVERSITÉ LE HAVRE NORMANDIE (FRANCE),
REPRESENTÉE PAR SON PRÉSIDENT PASCAL REGHEM,
ET L'UNIVERSITÉ DE CIEGO DE ÁVILA, MÁXIMO GÓMEZ BÁEZ (CUBA)
REPRESENTÉ PAR SA RECTRICE ANISIA RUIZ GUTIÉRREZ**

TITRE 1 : OBJET

Les deux établissements conviennent de développer des collaborations dans le cadre de la formation, de la recherche, et de la gestion administrative et technique. Chaque établissement doit désigner les responsables de la coordination et de l'animation de cette convention. Il est du ressort du coordinateur de renseigner la fiche thématique de liaison, annexe de cette convention.

Article 1 : Formation

Les activités liées à la formation initiale ou à la formation tout au long de la vie peuvent concerner :

- a) des échanges de personnels et d'étudiants ;
- b) des interventions, de l'ingénierie, et de l'expertise pédagogique ;
- c) l'assistance à l'obtention d'un stage et le suivi des stages conventionnés.

Article 2 : Recherche

Les activités liées à la recherche peuvent concerner :

- a) des échanges de personnels et d'étudiants ;
- b) des organisations de manifestations scientifiques ;
- c) l'élaboration scientifique et budgétaire de projets de recherche dans le cadre d'appels d'offre ;
- d) des co-tutelles de thèses et des stages en laboratoire.

Article 3 : Actions d'appui

Les activités liées au domaine administratif et technique peuvent concerner :

- a) des échanges d'expériences ;
- b) des sessions de formation professionnelle ;
- c) des missions d'assistance à la gestion des coopérations.

TITRE 2 : MOBILITÉ

Article 4 : Pilotage

Les coordinateurs responsables du pilotage et de l'animation de cette convention :

- a) définissent le nombre d'étudiants concernés annuellement par cette convention ;
- b) établissent les critères de sélection dont la langue et le niveau nécessaire à la mobilité des étudiants ;
- c) valident le contrat pédagogique de chaque étudiant et s'assurent du suivi pédagogique et du respect du calendrier ;
- d) supervisent le processus d'affectation des stages conventionnés.

Article 5 : Inscription

Les étudiants sous-couverts de cette convention s'inscrivent et payent leurs droits d'inscription dans leur établissement d'origine et n'ont pas à payer de nouveaux droits dans leur établissement d'accueil. Ils ont néanmoins le statut d'étudiant dans cet établissement d'accueil. Ils doivent à ce titre s'y inscrire.

Les étudiants sont dans l'obligation de respecter les règlements en vigueur dans l'établissement d'accueil.

Les étudiants de moins de 27 ans doivent souscrire à la sécurité sociale française. Les étudiants de plus de 27 ans sont responsables de leur couverture sociale.

Article 6 : Financements

Les frais inhérents à l'hébergement, au séjour et au transport sont à la charge des étudiants. Les étudiants sont responsables de leur couverture sociale. En outre, ils doivent souscrire une assurance civile et une assurance rapatriement avant leur arrivée dans l'établissement d'accueil.

Les frais de voyage et de séjour sont à la charge des personnels. Toutefois, ces frais peuvent être en tout ou partie assurés par l'établissement ou pris en charge dans le cadre d'un financement spécifique.

Article 7 : Suivi de la mobilité

Le coordinateur de l'université du Havre est en charge de suivre le flux de mobilité tant étudiante que personnelle, par le biais des fiches établies et fournies par le Service des Relations Internationales.

TITRE 3 : COOPÉRATION DE RECHERCHE

Article 8 : Stages en laboratoire

Pour les personnels ou étudiants, la possibilité d'effectuer un stage de master ou de recherche de niveau doctoral nécessite un accord préalable des laboratoires. L'accueil de ces publics relève des obligations et des règles en vigueur propres à chaque établissement.

Article 9 : Propriété intellectuelle

Les établissements et/ou laboratoires restent seuls propriétaires des résultats qui leur sont propres. La copropriété des travaux effectués en commun dans le cadre de la présente convention sera définie par un contrat spécifique à chaque nouvelle action.

L'utilisation de marques enregistrées et/ou de dénominations qui représentent une des parties est interdite sans le consentement du propriétaire.

TITRE 4 : MISE EN ŒUVRE

Article 10 : Avenant à la convention

Tous projets pédagogique ou de recherche, manifestations, expertises, devant entraîner la mise en œuvre de ressources humaines ou financières conséquentes devront faire l'objet d'un avenant.

Article 11 : Durée

La présente convention prend effet à la date de sa signature par toutes les parties contractantes. Elle est conclue pour une durée de 3 ans, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de six mois notifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

Cette convention est renouvelable par reconduction explicite. À cet effet, les responsables du pilotage de cette convention transmettront a posteriori aux établissements un bilan des actions menées en renseignant le document bilan synthétique.

Article 12 : Interprétation et controverses

Les parties prendront les mesures nécessaires afin d'éviter tout préjudice, tant pour elles-mêmes que pour des tiers, étant entendu que les actions ayant été commencées devront être menées jusqu'à leur terme.

Les conflits qui surviendraient quant à l'interprétation, l'officialisation ou la réalisation de cette coopération seront résolus d'un commun accord entre les parties.

En cas de litige persistant et ne relevant pas d'une instance juridique, une commission d'arbitrage pourra être constituée, sans que cela n'entraîne des frais supplémentaires.

Fait en deux exemplaires originaux

Date : 19/11/2013
Pour l'université Le Havre Normandie

Le président

Pascal REGHÉM

Date :
Pour l'université de Ciego de Ávila,
Máximo Gómez Báez
La rectrice

Anisia Ruiz Gutiérrez



**CONVENIO INTERNACIONAL DE COLABORACIÓN INTERINSTITUCIONES ENTRE
UNIVERSITE LE HAVRE NORMANDIE (FRANCIA), REPRESENTADA POR SU
PRESIDENTE PASCAL REGHEM,
Y LA UNIVERSIDAD DE CIEGO DE ÁVILA, MÁXIMO GÓMEZ BÁEZ (CUBA)
REPRESENTADO POR SU RECTORA ANISIA RUIZ GUTIÉRREZ**

Preámbulo

LA UNIVERSIDAD DE CIEGO DE ÁVILA “MÁXIMO GÓMEZ BAEZ”, Mediante el Acuerdo No. 7599 de fecha 2 de Agosto de 2014 adoptado por el Comité Ejecutivo del Consejo de Ministros, se fusionaron los centros de educación superior de la provincia de Ciego de Ávila siguientes: Universidad de Ciego de Ávila “Máximo Gómez Báez” adscripta al Ministerio de Educación Superior, la Universidad de Ciencias Pedagógicas “Manuel Asunce Doménech”, adscripta al Ministerio de Educación y la Facultad de Cultura Física adscripta al Instituto Nacional de Deportes, Educación Física y Recreación las que se integran en la hoy Unidad Presupuestada Universidad de Ciego de Ávila “Máximo Gómez Báez”. Dra. C **Anisia Ruiz Gutiérrez** actuando en nombre y en representación de dicha institución, con las atribuciones que tiene conferidas por el Ministerio de Educación Superior, por la que fue designada en dicho cargo, con domicilio en carretera de Morón Kilómetro 9, 60430 Ciego de Ávila, Cuba, que para efectos de este convenio se denominará, **LA UNICA**, hemos acordado suscribir el presente Convenio Marco Interinstitucional de Cooperación Académica, Investigativa, Gestión de Programas y Proyectos, contenido en las siguientes cláusulas:

CLÁUSULA PRIMERA: OBJETO

Los dos establecimientos se comprometen a desarrollar colaboraciones en el ámbito de la formación, la investigación y la gestión administrativa y técnica. Cada establecimiento debe nombrar aquellos responsables de coordinar y animar este convenio. Es responsabilidad de los coordinadores cumplimentar la ficha de seguimiento, anexa a este convenio.

Artículo 1: Formación

Las actividades relacionadas con la formación inicial o con la formación continua pueden contemplar:

- a) intercambios de personal y estudiantes;
- b) intervenciones, ingeniería, y conocimientos pedagógicos;
- c) la asistencia en la obtención de prácticas y el seguimiento de las prácticas convenidas.

Artículo 2: Investigación

Las actividades relacionadas con la investigación enfocar:

- a) intercambios de personal y de estudiantes;
- b) la organización de manifestaciones científicas;
- c) la elaboración científica y presupuestaria de proyectos de investigación en el contexto de licitaciones;
- d) cotutelas de tesis y prácticas en laboratorio.

Artículo 3: Acciones de apoyo

Las actividades relacionadas con el ámbito administrativo o técnico pueden contemplar:

- a) intercambios de experiencias;
- b) sesiones de formación profesional
- c) misiones de asistencia para la gestión de las colaboraciones.

CLÁUSULA SEGUNDA: MOVILIDAD

Artículo 4 : Dirección

Los coordinadores responsables de dirigir y animar este acuerdo:

- a) definen el número anual de estudiantes que participan en este convenio;
- b) establecen los criterios de selección, incluyendo el idioma y el nivel necesario para la movilidad de los estudiantes;
- c) aprueban el contrato pedagógico de cada estudiante, garantizan el seguimiento pedagógico y se aseguran de que se respete el calendario;
- d) supervisan el proceso de asignación de las prácticas convenidas.

Artículo 5: Matriculación

Los estudiantes cubiertos por este convenio se matriculan y pagan los derechos de matrícula en el instituto de origen, quedando exentos de cualquier pago por derechos de matrícula en el instituto receptor. Sin embargo, tienen el estatus de estudiante en aquel instituto, y deben matricularse en el instituto receptor para este efecto.

Los estudiantes de menos de 27 años deben suscribir a la seguridad francesa. Los estudiantes de más de 27 años son responsables de su cobertura social.

Artículo 6: Financiamiento

Los gastos de viaje, alojamiento, y todos aquellos que se deriven de su estancia, correrán a cargo del estudiante. Los estudiantes son los responsables de afiliarse a la Seguridad Social. Por otra parte, los estudiantes deberán contratar un seguro de responsabilidad civil y un seguro de repatriación previo a su llegada al establecimiento receptor.

Si no llegara a haber una orden de misión previamente aprobada, los gastos de viaje y aquellos que se deriven de su estancia correrán a cargo del personal. Sin embargo, la orden de misión puede establecer que todo o parte de los gastos serán costeados por medio de un sistema de financiamiento específico.

Artículo 7: Seguimiento de la movilidad

Los coordinadores de cada establecimiento están a cargo de dar seguimiento a los flujos de movilidad, tanto de estudiantes como de personal, por medio de fichas elaboradas y proporcionadas por sus oficinas de relaciones internacionales.

CLÁUSULA TERCERA: COLABORACIÓN DE INVESTIGACIÓN

Artículo 8: Prácticas en laboratorio

Para el personal o para los estudiantes, la posibilidad de llevar a cabo unas prácticas de master o de investigación a nivel doctoral requiere un acuerdo previo de los laboratorios. La acogida de estas personas la rigen las obligaciones y reglas vigentes en cada establecimiento.

Artículo 9: Propiedad intelectual

Los institutos y/o laboratorios son los únicos propietarios de los resultados que obtienen. La copropiedad de los trabajos realizados conjuntamente en el marco del presente convenio será determinada por un contrato específico para cada acción.

El uso de marcas registradas y/o denominaciones que representan a una de las partes queda prohibido sin el consentimiento del propietario.

CLÁUSULA CUARTA: EJECUCIÓN

Artículo 10: Adenda al convenio

Cualquier proyecto relacionado con la formación o la investigación, cualquier evento o peritación que suponga el uso de recursos humanos o financieros consecuentes, darán lugar a una adenda.

Artículo 11: Duración

El presente convenio entrará en vigor el día de su firma por todas las partes contratantes. Tiene una duración de 3 años, salvo expresa denuncia de una de las partes notificada con una antelación mínima de seis meses por carta certificada con aviso de recibo.

La renovación de este convenio se hace por reconducción explícita. Para este efecto, los responsables de dirigir este convenio remitirán a posteriori un balance de las acciones llevadas a cabo, cumplimentando el documento de balance sintético.

Artículo 12: Interpretación y controversias

Las partes acuerdan tomar las medidas necesarias con el fin de evitar cualquier perjuicio, a ellas como a terceros, estipulándose que las acciones que hayan sido empezadas deberán llevarse a cabo.

Los conflictos que llegasen a surgir en términos de interpretación, oficialización o realización de esta colaboración serán resueltos de común acuerdo entre las partes.

En caso de que persistiera la disputa y si ésta no depende de instancias jurídicas, una comisión de arbitraje podrá ser creada, sin que esto conlleve gastos suplementarios.

Hecho en doble original

Fecha: 19 junio 2017

Université Le Havre Normandie
El presidente

Pascal REGHEM



Fecha:

Por la UNICA
La rectora

Anisia Ruiz Gutiérrez

